

Jugement N°177/19/CJ/SII/TCC
du 28 novembre 2019

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

Rôle Général

COMPOSITION

BJ/TCC/2019/609

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

- Héritiers de feu Fataï BISSIROU
- Moucharafou BISSIROU

Débat le 07 novembre 2019

C/

Jugement réputé contradictoire prononcé à l'audience publique du 28 novembre 2019 ;

Ayoubas SALAMI

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEURS

OBJET :
Païement

1. **Héritiers de feu BISSIRIOU Fatai**, représentés par BISSIRIOU Mouwaffaq Olatoundji, BISSIRIOU Abdoul Assibe Koladé A. ; fonctionnaire de l'Etat, téléphone : 66755557, tous les deux de nationalité béninoise, demeurant et domiciliés à Cotonou, lieudit « le béliér » quartier Tokplégbé, lot numéro 11, 1^{er} arrondissement, dans la commune de Cotonou ;

2. **Moucharafou BISSIRIOU**, commerçant de nationalité béninoise, demeurant et domicilié au lieudit Agblangandan, dans la commune de SEME PODJI, téléphone 97146816 ;

DEFENDEUR :

Ayoubas SALAMI, commerçant, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié au carré n°656,

quartier Dandji, 1^{er} Arrondissement, dans la commune de Cotonou ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Onü les héritiers de feu Fataï BISSIRIOU et Moucharafou BISSIRIOU en leurs prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 09 juillet 2019, les héritiers de feu Fataï BISSIRIOU et Moucharafou BISSIRIOU ont attrait Ayouba SALAMI devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir:

- sa condamnation de celui-ci au paiement de la somme de un million quatre cent mille (1.400.000) francs CFA ;
- l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de leurs demandes, les héritiers de feu Fataï BISSIRIOU et Moucharafou BISSIRIOU exposent que Ayouba SALAMI leur est redevable de ladite somme représentant le solde d'un prêt de cinq millions (5.000.000) francs CFA qu'ils lui ont consenti sur fonds de tontine, à l'effet de renforcement de ses activités commerciales ;

Que celui-ci s'est abstenu de rembourser sa dette ;

Qu'ils ont servi en vain le 09 juillet 2019 à Ayouba SALAMI, une sommation de payer ;

Ayouba SALAMI, assigné à personne, n'a pas comparu ;

1- SUR LE PAIEMENT

Attendu que selon l'article 1134 du code civil, les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, et doivent être exécutées de bonne foi ;

Qu'à défaut d'exécution volontaire, le débiteur d'une obligation peut être contraint à s'exécuter ;

Attendu qu'il résulte de l'engagement du 13 septembre 2006 produit au dossier que Ayouba SALAMI a obtenu de Moucharafou BISSIRIOU, la somme de 5.000.000 francs CFA à titre de prêt ;

Qu'il est constant que ce prêt lui a été accordé dans le cadre de la tontine qui les liait ;

Attendu qu'aucune preuve de ce qu'il a remboursé la totalité de sa dette n'est versée au dossier ;

Qu'il y a lieu d'accéder à la demande de condamnation au paiement formulée ;

2- SUR L'EXECUTION PROVISoire SUR MINUTE

Attendu que le présent jugement est rendu en premier et dernier ressort ;

Que l'exécution provisoire est de droit ;

Mais attendu que l'exécution sur minute ne peut être accordée qu'en cas d'extrême urgence ou de péril en la demeure ;

Que la preuve d'une telle urgence n'est pas rapportée en l'espèce ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale en premier et en dernier ressort ;

- Condamne Ayouba SALAMI à rembourser aux héritiers de feu BISSIRIOU Fataï et à Moucharafou

BISSIRIOU, la somme de un million quatre cent mille (1.400.000) francs CFA ;

- Constate que l'exécution provisoire est de droit ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne Ayouba SALAMI aux dépens ;

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT